

Nouvelles locales des lundi 06 et mardi 07 octobre 2014

@rib News, 07/10/2014 ĩ Justice - Les juges ont remis officiellement leurs tuages pour lâ€™exercice 2014-2015 ce mardi matin Ā Kigobe. Les cĂ©rĂ©monies avaient vu la participation du ministre de la Justice, des diffĂ©rentes instances judiciaires du Burundi, les nouveaux magistrats qui viennent dĂ©tre recrutĂ©s sur concours, les diffĂ©rents corps diplomatiques et consulaires accrĂ©ditĂ©s Ā Bujumbura, le prĂ©sident de la Cour suprĂ©me du Burundi, le Procureur gĂ©nĂ©ral de la RĂ©publique et Ă©taient rehaussĂ© de la prĂ©sence du chef de lâ€™Etat.

Dans leurs allocutions, le Procureur gĂ©nĂ©ral de la RĂ©publique et le prĂ©sident de la Cour suprĂ©me ont tenu Ā remercier tous ceux qui se sont donnĂ©s pour que le pas franchi par la justice soit tel quĂ©il est aujourdĂ©hui. Ils ont affirmĂ© que le rendement est passĂ© de moins dĂ©un dossier clĂ©turĂ© par mois et par magistrat en 2011 Ā plus de 6 dossiers en 2014. Ils ont saluĂ© cette avancĂ©e et ajoutĂ© que cela est dĂ© en grande partie aux efforts dĂ©ployĂ©s par les juges et les partenaires de ce ministĂ©re. Ils ont aussi saluĂ© le recrutement par concours des 66 magistrats lequel recrutement a Ă©tĂ© appuyĂ© par la Belgique via la CoopĂ©ration Technique Belge (CTB). De sa cĂ©te, le prĂ©sident de la RĂ©publique a Ă©galement saluĂ© cette avancĂ©e et fait savoir que le gouvernement ne mĂ©nagera aucun effort pour soutenir de tels efforts. Les cĂ©rĂ©monies se sont clĂ©turĂ©es par la prestation de serment Ā titre symbolique de quelques nouveaux magistrats.

[rtnb/isanganiro/rtr/bonesha/rpa] - A cette mĂ©me occasion, le syndicat SYMABU trouve que lâ€™indĂ©pendance de la magistrature a Ă©tĂ© fragilisĂ©e lors de cette annĂ©e judiciaire qui vient de sĂ©couler. Le prĂ©sident de ce syndicat est des obstacles Ā cette indĂ©pendance se sont faits remarquĂ©s. Jean Pierre Munyembari demande plus de transparence dans la gestion de la carriĂ©re des magistrats. En effet, il trouve que les promotions se font sur des critĂ©res subjectifs et quĂ©il y a eu une rupture de dialogue entre lâ€™employeur et les employĂ©s. Il demande que les conclusions des Ă©tats gĂ©nĂ©raux de la justice tenus Ā Gitega lâ€™annĂ©e derniĂ©re soient mises en application pour le bien Ă©tre de la justice. Il espĂ©re tout de mĂ©me que la situation va changer lors de cette annĂ©e judiciaire qui commence. [rpa/isanganiro/rpa] ĩ

SĂ©curitĂ© - Des personnes armĂ©es de fusils ont attaquĂ© une position militaire Ā la 3Ă©me transversale de la commune Gihanga en province Bubanza le soir de ce dimanche. Selon la population sur place, il Ă©tait vers 17h30 quand une vingtaine dĂ©hommes en armes ont attaquĂ© cette position alors que la population vaquait Ā ses activitĂ©s quotidiennes du marchĂ© de Kagwema. Lors de cette attaque, une personne tenant le marchĂ© Ā ce mĂ©me lieu a Ă©tĂ© blessĂ©e, un des assaillants a Ă©tĂ© tuĂ© alors quĂ©un autre a Ă©tĂ© capturĂ© vivant selon des sources policiĂ©res. Celui qui a Ă©tĂ© tuĂ© portait des habits militaires usĂ©s et des bottines en plastique. Le lieu oĂ© il a Ă©tĂ© tuĂ© Ă©tait couvert de sang mais, il avait Ă©tĂ© dĂ©couvert jusquĂ© prĂ©s de cette position militaire attaquĂ©e. Ajoutons quĂ©en se repliant vers la RDC dĂ©oĂ© ils Ă©taient venus, ces hommes en armes ont blessĂ© trois vaches dans la rĂ©serve naturelle de la Rukoko. Le porte-parole de lâ€™armĂ©e burundaise fait savoir quĂ©il sĂ©agit des hommes armĂ©s qui sont tombĂ©s dans une embuscade des militaires burundais. Colonel Gaspard Baratuza ajoute Ă©galement que mĂ©me sĂ©il ne connaĂ©t pas lâ€™identitĂ© de ces personnes, ce ne sont pas des rebelles tout en ajoutant que la sĂ©curitĂ© est bonne. [isanganiro/rpa/bonesha/rtnb/rtr] - Le commissaire de la police dans la province de Bubanza remercie toute personne qui a aidĂ© pour que cette bande armĂ©e qui a attaquĂ© cette position militaire ne puisse pas arriver au but quĂ©elle sĂ©tait fixĂ©es. RĂ©gie Nzeyimana trouve quĂ©il sĂ©agit dĂ©une bonne collaboration entre les instances chargĂ©es du maintien de la paix et la population. Il demande tout de mĂ©me Ā la population de rester vigilante et de pointer du doigt toute personne dĂ©tentrice dĂ©arme et met en garde celui qui tentera de perturber la paix et la sĂ©curitĂ© des la population quĂ©il sera combattu avec la plus grande Ă©nergie.

[bonesha] - Suite Ā cette attaque, certaines sources font savoir quĂ©il sĂ©agit des Imbonerakure en exercice militaires qui ont menĂ© cette attaque. Ces sources se fondent sur le fait que celui qui a Ă©tĂ© capturĂ© serait le cousin du gouverneur de la province de Bubanza et qui serait lui aussi dans les camps dĂ©entraînement en RD Congo. Ces sources renchĂ©rissent en faisant savoir que les autoritĂ©s administratives et policiĂ©res de la province Bubanza ne veulent pas se prononcer clairement sur celui qui a Ă©tĂ© capturĂ©. [rpa] - De sa part, la branche armĂ©e du FNL revendique cette attaque. Son porte-parole fait savoir quĂ©ils ont attaquĂ© des militaires sur la position de Mugaragara dans la commune de Gihanga mais quĂ©nĂ©anmoins rien fait aux populations de la localitĂ©. Jean FĂ©lix Ntahomvukiye ajoute aussi quĂ©aucun de leurs militaires nĂ©est blessĂ©, ni capturĂ©. Il prĂ©cise Ă©galement que leurs militaires sont cantonnĂ©s dans cette rĂ©serve de la Rukoko et non en RD Congo comme certains le pensent. [rpa/bonesha/isanganiro] - Les organisations de dĂ©fense des droits de lâ€™Homme dans la rĂ©gion de lâ€™Est du Congo viennent dĂ©adresser une correspondance au secrĂ©taire gĂ©nĂ©ral des Nations Unies lui demander dĂ©engager des enquĂ©tes sur la prĂ©sence des soldats burundais dans cette partie du territoire congolais.

Selon cette lettre, ces organisations sĂ©inquiĂ©tent du fait que ces militaires sont prĂ©sents Ā cet endroit et que les autoritĂ©s tant congolaises que burundaises ne veulent pas fournir les raisons de cette prĂ©sence. Elles constatent que des violations graves des droits de lâ€™homme sont enregistrĂ©es et quĂ©aucune suite nĂ©est est rĂ©servĂ©e. Elles demandent au gouvernement de Bujumbura le retrait de ces militaires et au gouvernement congolais des explications quant Ā cette prĂ©sence. Mais, selon des sources en provenance de lâ€™Est du Congo, les militaires burundais en poste en RD Congo auraient commencĂ© Ā se retirer la nuit de ce lundi Ā mardi. [isanganiro] ĩ

Politique - Ouverture ce lundi aprĂ©s midi de la session parlementaire dĂ©octobre au SĂ©nat et Ā lâ€™AssemblĂ©e nationale. Les deux chambres ont affirmĂ© que le gouvernement va leur envoyer presque une vingtaine de projets de loi Ā analyser y compris celui relatif au budget de 2015-2017. Le prĂ©sident du SĂ©nat a estimĂ© que la paix et la sĂ©curitĂ© sont assurĂ©es et a dĂ©plorĂ© le fait que certaines personnes veulent prendre Ā la lĂ©gĂ©re les acquis de la dĂ©mocratie. Gabriel Ntisezerana sĂ©est pourtant rĂ©joui du fait que la population est vigilante et quĂ©elle est rĂ©solue Ā ne pas laisser tomber les acquis dĂ©jĂ© rĂ©ussis en matiĂ©re de dĂ©mocratie.

Quant au prĂ©sident de lâ€™AssemblĂ©e nationale, il a ajoutĂ© que le Parlement soutient lâ€™initiative du gouvernement de recevoir des observateurs Ă©trangers pour quĂ©ils viennent dans les dĂ©lais pour superviser les Ă©lections. [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr] - Le parti Frodebu-Nyakuri demande Ā tous les partis politiques de former des coalitions qui pourront faire figure contre le parti CNDD-FDD lors des Ă©lections de 2015. Selon le prĂ©sident de ce parti, la rĂ©unification des partis politiques, Ā commencer par le parti de Melchior Ndadaye, ainsi quĂ©un jeu des alliances est un

condition sine qua none pour vaincre le parti au pouvoir. Le Docteur Jean Minani trouve tout de même que les organes issus des élections de 2010 sont à l'origine des problèmes économiques puisque la plupart de ces organes sont corrompus et détournent des deniers publics. Il a déclaré cela ce dimanche au chef lieu de la province de Kayanza où étaient réunis les membres du parti Frodebu Nyakuri de cette province et les partisans de l'ancien président Domitien Ndayizeye récemment chassé du parti Sahwanya-Frodebu. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro] - L'aile du parti Uprona dirigée par le député Charles Nditije continue de dénoncer la mise en place des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI). Le député Charles Nditije estime que la Constitution et la loi électorales ont été violées par le parti au pouvoir le CNDD-FDD y est seul représenté à plus de 90%. Il trouve incompréhensible le fait que la CENI n'ait pas consulté les acteurs politiques alors qu'elle s'est engagée dans différentes réunions tenues à ce propos. Il demande à toute la population burundaise de se tenir debout pour défendre le pays contre l'impérialisme de certains dirigeants. [bonesha] - Le syndicat SYMABU affirme que la Constitution aurait été violée si, selon ce que disent certains parmi les magistrats ayant été nommés dans les CEPI, il y en a dont les noms ont été fournis par le parti au pouvoir. Selon le président de ce syndicat, il n'est pas autorisé à un magistrat d'appartenir publiquement à des partis politiques. Jean Pierre Munyembari estime pourtant que s'ils ont été choisis à titre personnel ou dans un cadre apolitique cela n'est pas critiquable puisque cela rentre dans l'exercice de la mission de servir qui incombe au magistrat. Il demande ainsi, si nécessaire, de revoir les choix et d'opérer celui qui ne cause aucun malentendu.

[rpa/bonesha/isanganiro] - Gouvernance La PARCEM demande que les contrats entre le gouvernement du Burundi et la société Burundi Musongati Mining (BMM) soient rendus publics. Le président de cette association estime que même les CV des propriétaires de cette société devraient être rendus publics. Faustin Ndikumana trouve aussi que les clauses de ces contrats doivent être connues afin que la population sache bien ce que le pays va tirer de cette exploitation. Selon lui, cela permettra d'éviter que des personnes non compétentes viennent exploiter nos richesses alors que le pays n'en profitera pas. Il trouve aussi que les contrats doivent être équilibrés et qu'il devrait y avoir un contrôle sur les fonds en provenance de ces mines. Tant donné que de tels domaines sont rarement gérés dans la transparence suite aux spéculations qui peuvent avoir sur ces fonds. Il demande ainsi au gouvernement de Bujumbura d'éviter ce qui est arrivé au Niger ou en RD Congo où des sociétés ont été autorisées de travailler mais qu'elles n'ont pu verser de l'argent dans les caisses de l'Etat suite à des contrats secrets qu'elles ont conclues avec certains dirigeants. [rpa/bonesha/isanganiro] - Education - Les étudiants des universités tant publiques que privées ont décidé de continuer leur mouvement de grève qu'ils ont entamé jeudi de la semaine dernière. Ils trouvent que le ministre de l'Enseignement supérieure et de la Recherche scientifique a pris à la légère leurs revendications. Le Centre de Recherche et Développement de la Jeunesse (CREDEJ) trouve de son côté que le président de la République devrait lui-même prendre cette question en main. Le vice-président de ce centre trouve que la question du diplôme de baccalauréat est très sensible puisqu'il s'agit d'une réforme qui a été introduite sans être bien expliquée. Félix Ndacayisaba trouve lui aussi que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique prend à la légère cette question alors qu'elle concerne la plupart des jeunes de ce pays. Il demande ainsi au président de se lever comme il l'a fait pour la question de la bourse, il y a quelques temps. [bonesha]